

Le courage, la peur et la honte. Morale et économie dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien

In: Genèses, 25, 1996. pp. 72-90.

Citer ce document / Cite this document :

Sigaud Lygia. Le courage, la peur et la honte. Morale et économie dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien. In: Genèses, 25, 1996. pp. 72-90.

doi : 10.3406/genes.1996.1416

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1996_num_25_1_1416

Abstract

Lygia Sigaud: Courage, fear and shame. Ethics and economics in the sugar plantations of northeastern Brazil In the sugar plantations of the state of Pernambuco (northeast Brazil), taking a case to court for a violation of social rights is a practice involving ethical and affective considerations which demonstrate that the stakes involved in the act transcend by far the purely legal sphere with its standards and institutions. The article attempts to grasp how the act of claiming social rights is associated with courage and fear as well as shame and ingratitude by analysing of two specific cases. It examines the practice of lodging a complaint within the scope of the interdependent relationships linking farm employees, trade union leaders, employers and members of the administrative hierarchy of the plantations. The author has chosen an economic crisis that broke out in the early nineties as the analytical framework for demonstrating the effects that moralising the act of going to court have on the way employers handle social relationships.

Résumé

■ Lygia Sigaud : Le courage, la peur et la honte. Morale et économie dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien Dans les plantations sucrières de l'État du Pernambuco (Nordeste brésilien), le recours à la justice pour violation des droits sociaux est une pratique chargée de considérations d'ordre moral et affectif qui donnent à voir qu'il y a dans cet acte des enjeux qui dépassent largement le domaine du droit, de ses normes et de ses institutions. L'auteur cherche à comprendre les associations de l'acte de réclamer les droits sociaux au courage et à la peur, à la honte et à l'ingratitude à travers l'analyse de deux cas précis. Il s'agit d'examiner la pratique de porter plainte dans le cadre des rapports d'interdépendances entre salariés agricoles, dirigeants syndicaux, patrons et membres de la hiérarchie administrative des plantations. Une crise économique survenue au début des années 1990 est le cadre choisi pour l'analyse qui met en lumière les implications de la moralisation de l'acte d'aller en justice sur la gestion patronale des rapports sociaux.

DOSSIER

Genèses 25, déc. 1996, pp. 72-90

LE COURAGE,

LA PEUR

ET LA HONTE.

MORALE ET ÉCONOMIE

DANS LES PLANTATIONS

SUCRIÈRES

DU NORDESTE BRÉSILIEN

Lygia Sigaud

Dans les plantations sucrières de l'État du Pernambouc (Nordeste brésilien)¹, le recours à la justice pour violation des droits sociaux est une pratique courante chez les salariés agricoles. Les dirigeants syndicaux les incitent à porter plainte devant les tribunaux du travail et mettent à leur disposition les moyens nécessaires, notamment des avocats. A Rio Formoso, une commune de 33 000 habitants située au sud de la zone sucrière, les investissements opérés par la direction syndicale sont importants et les procès nombreux : en 1993, lors d'une crise économique dans l'agriculture sucrière qui entraîna licenciements en masse et faillites patronales, 900 salariés agricoles ont porté plainte, chiffre qu'il faut rapporter aux 6 000 hommes et femmes qui travaillent dans des plantations exploitées soit par des industriels du sucre, soit par des grands propriétaires, soit par des fermiers². Il y a donc aussi dans cette commune un grand nombre de salariés qui n'ont pas porté plainte. En effet, porter en justice la violation des droits sociaux est une pratique chargée de considérations morales et affectives qui donnent à voir dans cet acte des enjeux qui dépassent largement le domaine du droit, de ses normes et de ses institutions.

Dans la plantation de Saezinho, qui appartient à l'usine Santo André, 90 salariés agricoles, sur les 100 qui y travaillent et y habitent avec leurs familles, sont déjà allés en

1. Les plantations sucrières se trouvent sur la côte de l'État du Pernambouc. L'agriculture de la canne, introduite par les Portugais au XVI^e siècle, est depuis le début de la colonisation la principale activité économique de la région. Au début des années quatre-vingt dix, la production annuelle de la canne s'élevait à trente millions de sacs de 50 kg de sucre (notamment pour le marché international) et la population active dans l'agriculture à 200 000 salariés.

justice. Les plaignants parlent de la haine de l'usine à leur égard et se vantent du courage dont ils font preuve en exigeant leurs droits; les dirigeants syndicaux les considèrent comme des hommes fiables, qui ne les déçoivent jamais devant le tribunal; quant à l'administrateur de l'*engenho*, nom indigène pour les plantations, il se plaint de leur ingratitude à l'égard de l'usine. Dans la plantation d'Amaragi, située à vingt kilomètres à peine de la première, les 80 salariés agricoles savent que leurs droits sociaux ne sont pas respectés et en souffrent; pourtant, ils ne les exigent pas du fermier et ne lui font pas de procès; les dirigeants syndicaux croient qu'ils ont peur d'aller en justice.

Ces associations que font salariés, dirigeants syndicaux, administrateur et fermier de l'acte revendicatif avec le courage et la peur, avec la haine et l'ingratitude, sont à l'origine des questions que je me pose dans cet article. Quel sens leur donner? Quel est le processus qui les engendre? Quels sont les effets de ces qualifications morales du recours à la justice sur les rapports de force dans les plantations? Pour trouver des éléments de réponse, il m'a paru nécessaire de réinscrire cette pratique dans des configurations sociales précises; de l'étudier dans le cadre des relations qui lient les salariés agricoles, les dirigeants syndicaux, les patrons et les membres de la hiérarchie administrative des plantations; de restituer les conditions socio-historiques dans lesquelles s'est produite l'association entre le droit, la morale et les sentiments. J'étudierai ici le cas de Sauezinho, à cause du courage dont s'enorgueillissent les plaignants, et celui d'Amaragi, à cause de la peur attribuée à ceux qui y travaillent³. La crise économique du début des années 1990 qui a atteint les patrons et, à travers eux, les salariés agricoles, est le cadre choisi pour cette analyse: elle met en effet en lumière les conséquences de la qualification morale du recours au droit dans la gestion patronale des rapports sociaux⁴.

Du côté de Sauezinho

Au début des années 1990, à la suite de sécheresses et de changements importants dans la politique sucrière du gouvernement brésilien, notamment la suspension des subventions, l'élévation des taux d'intérêts et la privatisation des exportations, les patrons ont entrepris une restructuration de leurs entreprises. Les usines Santo André, Central Barreiros, Cucaú et Trapiche, qui

2. A Rio Formoso comme dans l'ensemble des 44 communes de la région sucrière, les patrons sont en général originaires des élites régionales, mais certains d'entre eux sont arrivés à la direction des *engenhos* à la suite d'un processus d'ascension sociale. Les salariés agricoles proviennent de familles qui de génération en génération se mettent au service des patrons de la canne à sucre. Ils travaillent à l'agriculture de la canne et sur leurs propres lopins de terre, ce qui leur permet de subvenir à une partie de leurs besoins. La plupart d'entre eux ne sont jamais allés à l'école et toute leur vie se passe à l'intérieur de la commune. Ils appartiennent à un seul syndicat, le *sindicato de trabalhadores rurais*, qui est dirigé par trois permanents, un président, un secrétaire et un trésorier, tous trois d'anciens salariés agricoles.

3. Sauezinho et Amaragi ont été choisis comme des cas polaires qui permettent de mener l'analyse. Dans les autres *engenhos* de la commune on retrouve les mêmes associations entre le recours à la justice et des valeurs morales.

4. Le travail de terrain à Rio Formoso a eu lieu en janvier/février 1994 et juillet 1995 dans le cadre d'une recherche sur le règlement juridique des conflits sociaux. Depuis la fin des années soixante, plusieurs chercheurs du Musée National, y compris moi-même, ont fait des recherches sur les transformations sociales dans les plantations sucrières. Pour un bilan de ces travaux, voir Afrânio Garcia Junior, «Permanence et mutations dans le Brésil agraire», *Études Rurales*, n°131-132, pp. 9-18.

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud

*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

exploitent 31 plantations à Rio Formoso, ont commencé à licencier en masse. Santo André, qui a 9 *engenhos* dans la commune et emploie 1 250 salariés agricoles (800 à titre permanent et 450 pendant la période de la coupe de la canne à sucre) a choisi ses cibles parmi ceux qui se tournaient souvent vers les tribunaux, les moins productifs et les plus récemment embauchés. A Sauezinho huit ont été mis à la porte en 1991.

Pour contrecarrer l'offensive patronale, les dirigeants syndicaux ont incité les licenciés à porter plainte à propos des années de travail non déclarées et ont conseillé à ceux qui n'avaient pas encore été touchés d'agir de la même façon. Leur stratégie, élaborée avec le concours des avocats, était d'obtenir du tribunal du travail la reconnaissance d'une durée plus longue du contrat de travail et de faire ainsi reculer l'entreprise devant l'importance des indemnités dues. A Sauezinho, 22 personnes sont alors allées en justice.

Santo André a arrêté les licenciements, mais durci le jeu contre les plaignants. L'usine s'est refusée à embaucher leurs enfants et n'a pas renouvelé le contrat des membres de leurs familles habituellement pris dans la période de la coupe de la canne. Elle a aussi élaboré une «liste noire» avec les noms de tous ceux qui avaient porté plainte et l'a faite circuler dans la zone, pour qu'ils ne soient pas repris ailleurs. Ces mesures, qui visaient à décourager les salariés de faire des procès, émanaient des propriétaires et ont été mises à exécution par les *empregados*, nom que les salariés utilisent pour désigner ceux qui occupent des positions dans la hiérarchie administrative des plantations.

A Sauezinho, plusieurs salariés ont été touchés. Ce fut le cas de J., 51 ans, né et élevé dans l'*engenho* et ancien délégué syndical : ses deux fils n'ont pas été repris pour les travaux de la moisson après le procès qu'il fit pour obtenir la reconnaissance de ses années de travail non déclaré. Comme d'autres, il a envoyé ses enfants chercher du travail ailleurs. Continuer à faire des procès a été la consigne des dirigeants syndicaux pour riposter aux représailles de l'usine : en 1993, 57 salariés ont porté plainte à Sauezinho, 20 d'entre eux plus d'une fois. Ils ont été à l'origine de 9,8 % de l'ensemble des procès intentés à travers le syndicat de Rio Formoso et de 28 % de ceux déposés contre Santo André devant le tribunal du travail qui a juridiction sur la zone, situé à Barreiros, une commune voisine.

Une domination dépersonnalisée

Les conduites des salariés agricoles de Sauezinho lors de cette crise témoignent d'une aptitude à réclamer l'application des droits sociaux qui semble remonter aux années 1970: les 80 hommes et 20 femmes qui travaillent dans cette plantation ont intenté 400 procès contre Santo André depuis 1977 (selon les registres de l'usine). Mais ces attitudes donnent aussi à voir l'habitude qu'ils ont prise de se rallier aux dirigeants syndicaux lorsque ceux-ci les appellent à s'engager dans leur bataille judiciaire contre les patrons. Depuis 1987 (date à partir de laquelle on dispose d'informations plus précises grâce aux registres du syndicat) les gens de Sauezinho sont allés souvent se plaindre en justice des violations de droits sociaux qui furent l'occasion d'actions concertées par le syndicat: en 1987, 91 % des 169 plaintes déposées devant le tribunal réclamaient le paiement des jours de grève; en 1989, sur un total de 70 procès, 63 % concernaient les vacances et 19 % les allocations familiales; en 1990, 41 % des 49 plaintes réclamaient les heures supplémentaires et 28 % la concession d'un lopin de terre.

Tout un ensemble de pratiques témoigne, depuis la fin des années 1970, de la volonté des gens de Sauezinho de suivre l'orientation des dirigeants syndicaux dans d'autres domaines également. En 1980, à l'occasion d'une campagne pour instituer une représentation syndicale dans chaque plantation de Rio Formoso, ils ont élu l'un des premiers délégués syndicaux de la commune. Lors des grandes mobilisations pour des augmentations salariales et l'établissement de contrats collectifs de travail dans les années 1980, les gens de Sauezinho ont toujours participé aux grèves qui ont éclaté à Rio Formoso et partout dans la région sucrière. En outre ils ont aidé la direction syndicale à organiser des arrêts de travail: plusieurs d'entre eux ont fait partie de piquets de grève dans les autres *engenhos*. Enfin, lorsqu'il était question de participer aux grandes manifestations organisées par le syndicat, comme celles qui ont eu lieu à Recife, la capitale du Pernambuco, et devant le siège de l'usine, pour dénoncer la violation des contrats collectifs de travail, il y avait toujours des salariés de Sauezinho⁵.

Les salariés agricoles de cet *engenho* sont soumis à un style de domination qui semble favoriser les attitudes revendicatives. Comme les autres salariés agricoles de

5. Depuis la fin des années soixante-dix, avec la libéralisation de la dictature militaire au Brésil, il y a eu une relance des luttes collectives dans les villes et les campagnes. C'est dans ce cadre qui s'inscrivent la restructuration de l'organisation syndicale, les grèves et les contrats collectifs de travail. Voir à cet égard Lygia Sigaud, *Greve nos Engenhos*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1980 et « A luta de classes em dois atos: notas sobre um ciclo de greves camponesas », *Dados. Revista de Ciências Sociais*, vol. 29, n°3, 1986, pp. 319-343.

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud

*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

Santo André, ils sont subordonnés à des *employés* qui se trouvent pris dans une chaîne hiérarchique et dont le pouvoir est toujours limité par celui de la personne qui occupe la position immédiatement supérieure. Les gens de Sauezinho travaillent sous les ordres de deux contre-maîtres (occupant la position la plus basse de l'échelle) qui exécutent les commandements de l'administrateur (deuxième position), responsable de la gestion des rapports à l'intérieur de la plantation. Celui-ci est surveillé par le *fiscal* (il y en a trois à occuper cette troisième position à Santo André) qui lui transmet les ordres du chef de la partie agricole de l'usine (quatrième position). Ce chef doit obéissance à l'ingénieur agronome et au *manager* qui exécutent les commandements des patrons: les membres de la famille Bezerra de Mello. Cette famille, l'une des plus traditionnelles de la zone sucrière, exploite trois usines dans le Nordeste: l'usine Santo André, l'usine Central Barreiros (dont dépendent, à Rio Formoso, Amaragi et deux autres plantations). Elle exploite aussi l'une des plus importantes chaînes d'hôtels de luxe du Brésil.

Les relations avec les supérieurs, si elles sont personnalisées au niveau des contremaîtres et de l'administrateur (première et deuxième positions), deviennent de plus en plus impersonnelles au fur et à mesure que le rang dans la hiérarchie s'élève. Lorsqu'un différend éclate, les salariés cherchent à s'arranger avec les *employés* de l'*engenho*⁶. S'ils n'y parviennent pas, il est peu probable qu'ils puissent trouver une solution en s'adressant plus haut dans la hiérarchie. Parfois l'administrateur se trouve dans l'impossibilité de régler l'affaire à cause des ordres qui émanent de la direction de l'usine. A Sauezinho ce fut notamment le cas, dans les années 1990, pour la réparation des maisons. Dans le cadre de la restructuration de l'entreprise, pour contraindre les salariés à s'en aller, la direction refusait de faire des travaux et, de ce fait, ne donnait pas à l'administrateur les moyens de satisfaire les demandes qui lui étaient faites. Les patrons de Santo André ne se rendent jamais aux *engenhos*: la plupart des hommes et des femmes qui habitent depuis des années à Sauezinho ne les connaissent pas et ignorent même jusqu'à leurs noms. Si les patrons sont une référence toujours présente, c'est plutôt d'une abstraction qu'il s'agit: dans le quotidien de leur vie à l'usine, ce sont les *employés* qui comptent.

6. Les *employés* des *engenhos*, comme les contremaîtres et les administrateurs, sont d'anciens salariés agricoles qui doivent leur position au fait qu'ils savaient lire et écrire. En outre il s'agit de personnes qui ont fait la preuve de leur loyauté envers leurs supérieurs et les patrons.

C'est dans ce contexte de dépersonnalisation des rapports de domination, avec tout ce qu'il implique pour le règlement des conflits, que les gens de Sauezinho, ainsi que d'autres salariés de Santo André, font appel au syndicat. Pour les dirigeants syndicaux de Rio Formoso qui, depuis les années 1970, font de l'affrontement avec les patrons un point d'honneur, ces demandes d'aide dans les conflits avec la direction de l'usine sont des occasions privilégiées pour accumuler du prestige. En effet, les dirigeants syndicaux ont alors l'occasion de trouver des solutions en négociant avec les *employés*, qui représentent les patrons : l'obtention d'un accord est aussi un succès pour eux. En cas d'échec ils conseillent aux salariés de porter l'affaire au tribunal. Le plus souvent, l'usine n'est pas en mesure de prouver qu'elle est en règle et les salariés gagnent leur procès, ce qui leur procure des avantages matériels mais aussi des bénéfices symboliques face aux *employés*. De plus, chaque victoire en justice rapporte de l'argent au syndicat⁷ ; les demandes d'aide formulées par les salariés permettent ainsi au syndicat de renflouer sa caisse.

Le règlement des conflits par intervention syndicale a comme conséquence l'établissement de liens personnels entre les gens de Sauezinho et les dirigeants syndicaux. Les salariés de cet *engenho*, se trouvant en position de demandeurs lorsqu'ils s'adressent au syndicat pour régler un différend avec les *employés*, ne peuvent que se sentir redevables envers les dirigeants syndicaux lorsque ceux-ci leur ont apporté une solution⁸. On comprend mieux ainsi leur engagement dans les campagnes du syndicat : il s'inscrit dans l'histoire de leurs relations avec le syndicat et constitue pour eux une des façons de rendre les dons qu'ils en ont reçus. De plus les salariés ont intérêt à entretenir de bonnes relations avec les dirigeants syndicaux : en effet, plus ils font de procès, plus ils font grève, et plus ils deviennent vulnérables face à la direction de l'usine et aux *employés*, plus ils ont besoin du syndicat. Pour s'assurer leur appui dans l'avenir, lors de nouveaux affrontements, ils doivent disposer d'un capital de confiance : ils l'ont constitué à travers leur engagement actif dans les activités du syndicat et à travers d'autres démonstrations de loyauté, comme celle qui consiste à prendre à leur compte des procès qui ne sont en réalité que le produit des incitations syndicales. De leur côté, les dirigeants syndicaux, qui ont intérêt à entretenir cet état de confrontation avec les

7. Le budget du syndicat est alimenté par les contributions des adhérents et les honoraires provenant des procès. Les patrons versent au syndicat les contributions qui sont prélevées directement sur les salaires, ce qui est prévu dans le contrat collectif de travail. En outre, ils doivent verser au syndicat un pourcentage des indemnités dues aux salariés : 15 % lors d'une sentence du juge et 10 % lors d'un accord en cours d'audience. Environ la moitié des honoraires est utilisée pour payer l'avocat. Je n'ai jamais pu vérifier la proportion exacte des honoraires dans le budget du syndicat ; il est probable qu'elle soit de l'ordre de 30 %.

8. Les salariés agricoles manifestent fortement leur reconnaissance. A plusieurs reprises, ils disent que sans le syndicat ils seraient coincés par les *employés* et les patrons.

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud

*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

patrons, ont eu de plus en plus besoin des gens de Sauezinho: au fil des années ceux-ci sont devenus, avec les salariés agricoles de cinq autres *engenhos* de Rio Formoso, l'avant-garde des luttes syndicales.

Pris dans cette dynamique des rapports d'échange et intéressés à leur avenir, les gens de Sauezinho et les dirigeants syndicaux les réactivent sans cesse, comme pour se dire, les uns aux autres, qu'ils tiennent au jeu⁹. Du côté de Sauezinho, les salariés agricoles se rendent régulièrement dans les locaux syndicaux: ils sont assidus aux réunions et assemblées syndicales; il y en a toujours quelques-uns le jour de la permanence de l'avocat. A plusieurs reprises on les voit arriver avec des fruits, des légumes et de la farine de manioc (produits de leurs lopins de terre): ils en font cadeau aux dirigeants syndicaux et au permanent du syndicat chargé des procès. De temps en temps, ils invitent les dirigeants syndicaux à participer à des fêtes dans l'*engenho*: ce sont des occasions privilégiées pour rééquilibrer les dettes à travers le don de repas, de boissons et d'amabilités. Z.P., délégué syndical depuis 1987¹⁰, fréquente beaucoup les locaux syndicaux: il amène avec lui des compagnons pour porter plainte; il apporte les nouvelles de l'*engenho*; parfois il téléphone aux dirigeants syndicaux (au prix d'une marche de plusieurs kilomètres pour trouver une cabine) pour les tenir au courant de ce qui se passe. Il ne rate jamais la réunion du samedi matin où les militants se rassemblent autour de J.-P., le président du syndicat¹¹; il l'écoute attentivement raconter, parfois plusieurs fois et avec force détails toujours nouveaux, ses négociations avec les *employés*; il lui expose les problèmes survenus à l'*engenho*, sa façon de les gérer et reçoit ses conseils. De leur côté, les dirigeants syndicaux sont toujours prêts à se rendre à l'*engenho* pour régler des différends auprès de l'administrateur; à aller voir le *manager* de Santo André pour intervenir en leur faveur; à surveiller le bon déroulement de leurs procès. Ils savent d'expérience qu'oublier une visite, manquer une médiation ou perdre un procès risque d'être interprété par les salariés comme une négligence et de les éloigner du syndicat. En outre, ils acceptent toujours les invitations aux fêtes à Sauezinho. Les leaders syndicaux sont pleins d'attentions notamment à l'égard du délégué syndical. En janvier 1994, dans le contexte des repréailles de l'usine, l'administrateur et le *fiscal* ont saccagé son

9. Comme le souligne Weber, l'intérêt des deux parties à entretenir les rapports d'échange est la principale garantie de l'avenir de leurs rapports (Cf. Max Weber, *Economía y Sociedad. Esbozo de sociología comprensiva*, México-Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1964, pp. 251-272). Ici cet intérêt se donne à voir à travers un ensemble de petits gestes, services, cadeaux. Ce sont des actes qui « parlent ». Sur ce que faire veut dire, voir les analyses d'Edmund Leach sur le langage des rituels (Cf. *Political Systems in Highland Burma*).

10. Le délégué syndical de Sauezinho est marié et encore sans enfant à l'âge de quarante ans (ce qui est plutôt rare parmi les salariés agricoles). Il joue son rôle de médiateur comme il s'agissait d'une mission.

11. J.-P., à la tête du syndicat depuis 1972, jouit d'un grand prestige auprès des salariés agricoles et d'autres dirigeants syndicaux dans la région sucrière. Il a 58 ans.

lopin de terre et arraché les pieds de café qu'il avait plantés. Le jour même, le trésorier et l'avocat du syndicat se sont rendus aux bureaux de l'usine avec le délégué syndical concerné. Sous la menace de porter plainte, ils ont obtenu du *manager* un paiement immédiat d'indemnités. La riposte rapide et efficace a rassuré le délégué aussi bien que les salariés de Sauezinho.

Procès et force morale

C'est seulement dans le cadre de ces rapports d'interdépendance¹² entre salariés agricoles et dirigeants syndicaux que l'on peut comprendre pourquoi les gens de Sauezinho vont si souvent en justice. Dès que ceux-ci ont commencé à faire appel au syndicat pour régler leurs différends avec les *employés*, ils sont entrés avec les dirigeants syndicaux dans des rapports d'échange qui les contraignent à porter plainte. Le refus de suivre cette consigne syndicale entraîne le plus souvent de la part des dirigeants syndicaux mauvaise volonté et dureté parfois excessive à l'égard du salarié. Le salarié risque alors l'isolement : il ne peut plus compter sur le syndicat pour faire face à l'*employé* ; il devient vulnérable. On peut supposer que les salariés de Sauezinho n'ont pas voulu prendre ces risques.

Dans l'esprit de ceux qui se trouvent impliqués dans ce jeu, la seule contrainte qui pèse sur les individus et les pousse à recourir à la justice est la violation des droits sociaux par les patrons. Mais, dans les faits, il y a des gens qui ne portent pas plainte alors que leurs droits ne sont pas respectés. L'action en justice est chargée d'une signification morale : c'est le courage qui donne aux individus la force morale d'aller en justice. En effet, avec la multiplication des affrontements en justice lors de la crise économique, les gens de Sauezinho ont mis en avant le courage dont ils font preuve lorsqu'ils portent plainte pour récupérer de l'argent et ainsi mieux assurer le bien-être de leur famille, valeur des valeurs. Cette valorisation du courage permet de se distinguer de ceux qui ne vont pas en justice. Ces derniers sont présentés comme des hommes qui ont peur des *employés* et des patrons, comme des hommes de moindre valeur morale. Dans la même logique, les dirigeants syndicaux soulignent le courage de ceux qui ont porté plainte contre les années de travail non déclaré et regrettent le manque de force morale de ceux qui n'ont pas suivi leurs conseils.

12. J'utilise le concept d'interdépendance d'Elias (Cf. Norbert Elias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985 et *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991) pour mettre l'accent sur le fait que les rapports d'échange sont aussi des rapports de dépendance. Il s'agit de prendre une distance critique à l'égard des anthropologues du monde anglo-saxon qui, s'appuyant sur Claude Lévi-Strauss, ont traité les rapports d'échange comme s'ils n'étaient que la réalisation mécanique du principe de réciprocité (Cf. notamment Marshall Sahlins, *Stone Age Economics*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1974) et ont négligé tout ce que les échanges doivent aux contraintes et aux intérêts, comme l'avaient déjà mis en lumière Bronislaw Malinowski (Cf. *Argonauts of the Western Pacific*, New York, E.P. Dutton and Co. Inc., 1961 [1922] et *Coral Gardens and their Magic*, London, George Allen and Unwin Ltd., 1935) et Marcel Mauss dans son « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF, 1991 [1923-24].

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud
*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

A Sauezinho il y a neuf salariés agricoles qui n'ont jamais été en justice : l'un a été embauché en 1963, deux en 1980, quatre en 1991 et deux en 1993. Parmi eux M., embauché en 1980, marié, six enfants. Lors d'une de mes visites à l'*engenho*, il m'est signalé par les autres, en sa présence, comme l'un de ceux qui ont peur. Il n'a pas réagi devant le groupe. Un peu plus tard, il s'est approché de moi pour m'expliquer pourquoi il ne faisait pas de procès. Originaire d'une commune de l'*agreste* (zone semi-aride) à la frontière de la zone humide des plantations, où il vivait dans le plus grand besoin, il est venu à Sauezinho en 1980. Santo André lui a donné du travail et un lopin de terre : il a pu alors assurer nourriture et vêtements à lui-même et à sa famille. M. est reconnaissant envers l'usine : il n'a à se plaindre de rien, dit-il. Autre exemple, l'administrateur de Sauezinho, arrivé à l'*engenho* en 1993, n'a pas porté plainte contre ses anciens patrons qui ne lui ont jamais payé de vacances. Lui aussi met en avant la gratitude pour justifier son attitude et présente les plaignants comme des hommes ingrats à l'égard de l'usine.

La peur d'exiger ses droits en justice est un sentiment qu'attribuent aux autres ceux qui croient à leur propre courage. Mais ceux qui ne vont pas en justice s'appuient sur d'autres valeurs. Pour comprendre les conditions sociales qui favorisent l'absence de procès et la logique de la gratitude, il faut examiner à présent le cas de l'*engenho* Amaragi.

Du côté d'Amaragi

Amaragi appartient à l'usine Central Barreiros, dont est propriétaire la famille Bezerra de Mello, déjà propriétaire de Santo André. Mis en fermage en 1952, l'*engenho* a été exploité par José Bezerra¹³ qui a pris sa retraite en 1983 et délégué la direction à son fils unique, Roberto. Au mois de mai 1995, dans le contexte des bouleversements économiques qui affectent les plantations sucrières, une crise éclate à l'*engenho*¹⁴ : le fils du fermier ne paie plus les salaires. Début juillet il attend encore l'arrivée des fonds d'un programme d'urgence mis en place par le Gouvernement de Pernambuco pour pouvoir recommencer à payer ses salariés.

Roberto se considère comme la victime de tout un ensemble de circonstances. Des sécheresses ont fait fléchir

13. Malgré la ressemblance des noms, José Bezerra n'a aucun rapport de parenté avec la famille Bezerra de Mello.

14. Amaragi est l'un des 26 *engenhos* de Rio Formoso exploités par des grands propriétaires et des fermiers.

la production de la canne. L'élévation des taux d'intérêt a entraîné l'augmentation de sa dette auprès de la Banque du Brésil: il ne l'a pas honorée, comme beaucoup d'autres producteurs, et s'est vu refuser un crédit. Enfin, il tient pour responsable de ses difficultés un conflit judiciaire qui l'oppose à l'usine Central Barreiros et qui eut pour conséquence, au mois de février 1995, au moment des moissons, l'arrivée de travailleurs et de camions de l'usine qui coupèrent toute la canne et l'emportèrent. Ce conflit est lié à la diversification des activités économiques à Amaragi. Roberto se veut un entrepreneur moderne et croit, avec les économistes, qu'il faut en finir avec la monoculture du sucre pour résoudre les crises successives des plantations sucrières, pour lutter contre les aléas du prix international du sucre et de la politique du gouvernement. Profitant de la localisation d'Amaragi dans un site privilégié, entre la route et la partie la plus belle de la côte du Pernambuco, il a choisi d'exploiter le tourisme. Grâce à une association avec un entrepreneur allemand, il a fait de la maison seigneuriale (la *casagrande*) un gîte rural et reçoit un flux important de touristes, notamment allemands. La direction de l'usine, mécontente de cette activité dont elle ne tire aucun profit, a accusé le fermier et son fils de vendre la canne ailleurs et a obtenu l'autorisation judiciaire de la récupérer. Roberto a fini par gagner son procès et attend le remboursement de l'usine.

Les dirigeants syndicaux suivent la crise de près, grâce aux informations fournies par le secrétaire, ancien salarié de cet *engenho*, et par le patron lui-même. Lors de l'obtention de l'aide d'urgence, les dirigeants syndicaux ont authentifié la liste des salariés d'Amaragi présentée par le patron. Personne au syndicat n'a évoqué l'éventualité d'un procès contre le fils du fermier pour non paiement de salaires.

Au début de la crise, les salariés agricoles se sont débrouillés avec les produits de leurs lopins de terre et de la pêche; quelques-uns sont allés travailler au noir pour d'autres patrons. Après quelques semaines la faim s'est installée à l'*engenho*. Le fils du fermier a fait tuer trois bœufs et en a distribué la viande aux familles. Ensuite il a obtenu un crédit auprès d'un magasin d'alimentation dans la ville pour que les salariés puissent s'y approvisionner. La suspension de la paie était une situation inouïe pour les salariés agricoles. La plupart d'entre eux habitaient depuis plusieurs années à Amaragi et n'avaient jamais vécu rien

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud

*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

de pareil. La version du fermier était connue mais les hommes en doutaient. Il leur semblait que le fils du fermier était le principal responsable de ce qui se passait: il aurait privilégié le gîte et négligé l'agriculture de la canne. Ils attendaient néanmoins qu'il leur trouve une solution.

Personnalisation de la domination

Le style de domination auquel sont soumis les salariés agricoles à Amaragi contraste fortement avec celui décrit à propos de Sauezinho. Ces salariés travaillent, comme dans les *engenhos* de Santo André, sous les ordres de deux contremaîtres qui exécutent les commandements de l'administrateur. Mais il n'y a pas de chaîne hiérarchique au-dessus de l'administrateur. En effet, parce qu'ils sont fermiers, c'est-à-dire, comme dans un contrat de sous-traitance, autonomes dans la gestion de leur main-d'œuvre, les patrons sont présents en permanence: le fils du fermier et sa femme habitent à l'*engenho*, ainsi que le vieux Bezerra. Roberto donne les ordres aux *employés*, les surveille et surveille les hommes. Les salariés agricoles se trouvent en relation directe avec ceux qui détiennent le pouvoir: les patrons ne sont pas une abstraction. Les salariés les connaissent par leur nom, partagent avec eux une histoire commune: les plus vieux étaient déjà à Amaragi lorsque Bezerra l'a pris en fermage; d'autres sont venus après; plusieurs ont grandi avec Roberto qui est né à l'*engenho* en 1956.

Depuis qu'il assure la direction de la plantation, Roberto essaie de gérer les rapports avec les salariés agricoles comme le faisait son père. Il leur laisse cultiver des lopins de terre; il leur porte secours lorsqu'ils sont malades; il les aide à enterrer leur morts; à Noël il fait une fête, donne des cadeaux et, ce que ne faisait pas son père, il se déguise en Père Noël; le vendredi saint il distribue du poisson; de temps en temps il fait tuer des bœufs et en distribue la viande. Il accepte d'intervenir dans les conflits interpersonnels, lorsque les salariés le lui demandent, et sa femme l'aide à le faire: contraindre un jeune homme à épouser sa compagne enceinte, convaincre une famille d'accepter le fiancé de la fille, conseiller à un homme de renoncer à ses rapports extra-conjugaux. Le couple accepte d'être les parrain et marraine des enfants que les salariés leur offrent comme filleuls. En outre, Roberto a une politique de promotion sociale qui n'existait pas à

l'époque de son père. Il assure aux enfants de quelques-uns de ses salariés une formation – soit lui-même, soit à l'extérieur – et les affecte à des postes plus qualifiés et mieux rémunérés: c'est le cas du comptable, du mécanicien, du vacher et de tous ceux qui travaillent dans le gîte. Le fils du fermier se sent personnellement responsable du sort de ses salariés et il est très fier de la façon dont il les traite: il croit être un patron meilleur que beaucoup d'autres à Rio Formoso et se sent aimé par «ses hommes». Comme son père, Roberto a aussi de bons rapports avec les dirigeants syndicaux. Il est disposé à collaborer avec eux et les considère comme des amis. Ainsi au début des années 1990, il a cédé un lopin de terre pour que les dirigeants syndicaux puissent mettre en place un programme d'agriculture communautaire pour les enfants des salariés. Et il a été le seul patron à le faire à Rio Formoso.

Cette gestion personnalisée des rapports sociaux et cette conduite patronale à l'égard des dirigeants syndicaux ont comme conséquence que les salariés d'Amaragi ne sont pas portés à réclamer leurs droits. On comprend mieux la logique de ces relations lorsqu'on restitue les origines sociales et les trajectoires des patrons de cet *engenho*.

Le vieux Bezerra est né en 1919, à Vitória de Santo Antão, une commune située au centre-ouest de la zone sucrière, à une centaine de kilomètres de Rio Formoso. Il était le fils aîné d'un salarié agricole. Son père avait réussi à devenir le responsable du *barracão*¹⁵ de l'*engenho* où il travaillait et, ensuite, fermier. Arrivé à la position de gestionnaire de l'*engenho*, il a accumulé de l'argent pour l'acheter et, peu de temps après, en acquérir un second. Grâce à la trajectoire ascendante de son père, Bezerra fait des études secondaires à la capitale. Au début des années 1940, lorsqu'il prépare le concours d'entrée de la Faculté de Droit de Recife, il est appelé par l'armée pour faire partie des patrouilles de surveillance de la côte nordestine (le gouvernement était aux côtés des «Alliés»). La guerre finie, il ne reprend pas ses études et rentre chez son père pour travailler avec lui. En 1952, il a déjà 37 ans, est marié à une cousine paternelle et n'a pas encore d'enfant. Il dépend économiquement de son père et ne doit pas attendre beaucoup de l'héritage. Le patrimoine de son père n'excède pas les 800 hectares et Bezerra n'est qu'un parmi vingt héritiers. Pour quelqu'un comme lui, qui avait eu l'ambition de gravir l'échelle sociale par la voie d'une

15. *Barracão* est le nom indigène qui désigne le magasin à crédit où les salariés agricoles traditionnellement s'approvisionnaient dans les *engenhos*. De nos jours à Rio Formoso il n'y a plus de *barracões*.

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud
*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

carrière d'avocat, l'avenir s'avère alors plutôt sombre. Dans ce contexte, devenir fermier d'un *engenho* de 1700 hectares, comme l'était Amaragi, a certainement été vécu comme la possibilité de retrouver une trajectoire d'ascension sociale. Il obtient le contrat de fermage grâce à son beau-frère, alors ingénieur à Central Barreiros.

Or, depuis le début des années 1950, tout un ensemble d'indices témoignait d'un bouleversement des règles qui traditionnellement avaient régi les rapports sociaux à l'intérieur des grandes plantations sucrières du Pernambuco. Le marché international offrant de nouveaux débouchés au sucre brésilien, les patrons cherchaient à élargir la production et à augmenter la productivité : progressivement ils retirèrent aux salariés la jouissance des lopins de terre qui leur procuraient une partie de leur subsistance, et modifièrent les formes de rémunération pour accroître l'intensité du travail¹⁶. En outre, ils se dérobèrent progressivement au rôle de protecteurs dans les moments critiques et de bienfaiteurs qu'ils étaient censés tenir à l'égard de ceux qui travaillaient et habitaient sur leurs terres. Cette rupture unilatérale des règles du jeu rendit possible la rupture d'autres règles que les salariés acceptaient comme allant de soi, notamment celles qui les obligeaient à être loyaux envers leurs patrons et à ne pas remettre en cause leur autorité. Vers 1955 un important mouvement social éclata dans la zone sucrière, avec la constitution des Ligues Paysannes¹⁷.

Lorsque Bezerra s'est installé à Rio Formoso, en 1952, un état de « paix sociale » prévalait encore dans la commune. Il se conduisit alors conformément aux règles de la tradition et chercha à être encore plus généreux que les autres patrons, notamment en ce qui concerne l'assistance médicale. Tous ses investissements allaient dans le sens d'un ajustement au modèle du « bon patron », dont le prestige et l'honneur se mesuraient à ses conduites généreuses à l'égard des salariés. Or, Bezerra était l'enfant d'un homme qui n'appartenait pas aux élites qui occupaient, depuis au moins une centaine d'années, le sommet de la hiérarchie sociale dans l'état du Pernambuco¹⁸ ; c'était un « étranger » par rapport aux « établis » de Rio Formoso¹⁹, puisqu'il venait d'une commune lointaine ; c'était un fermier et non un propriétaire. Avec tous ces handicaps, Bezerra risquait à la fois le mépris des élites, qui ne le reconnaissaient pas comme un égal, et la méfiance des salariés qui redoutaient les fermiers,

16. Sur les transformations sociales qui ont eu lieu dans la zone sucrière dans cette période, voir Celso Furtado, *Dialética do Desenvolvimento*, Rio de Janeiro, Editora Fundo de Cultura, 1964 ; Manuel Correa de Andrade, *A terra e o homem no Nordeste*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1964.

17. Cf. Francisco Julião, « *Cambão* » (*le joug*), *la face cachée du Brésil*, Paris, Maspero, 1968.

18. Sur les élites sucrières voir notamment Gilberto Freire, *Casa-grande e senzala*, São Paulo, José Olympio, 1950.

19. Pour l'analyse de l'opposition entre « étrangers » et « établis », voir Norbert Elias and John L. Scotson, *The Established and the Outsiders, a sociological enquiry into community problems* (2nd edition), London, Sage Publishers, 1994.

notamment ceux qui n'appartenaient pas à la couche des grands propriétaires traditionnels²⁰. Ayant l'ambition d'être respecté et de se faire un « nom » dans le monde des plantations, Bezerra a certainement compris qu'il lui fallait investir davantage pour compenser les faiblesses de son origine sociale.

Dans les années qui suivent, le mouvement paysan se répand dans la zone sucrière avec la création de syndicats appuyée par des militants communistes, trotskistes et catholiques de gauche et par le Gouvernement fédéral qui voulait briser le pouvoir des grands propriétaires fonciers. Dans plusieurs régions du pays, d'autres organisations paysannes se mettent en place et la pression dans les campagnes augmente en faveur de la réforme agraire et des droits sociaux. En 1963 est votée par le Congrès National une loi étendant les droits du travail à ceux qui travaillent la terre : le *Estatuto do Trabalhador Rural* (le « Statut du Travailleur Rural »). Elle impose aux patrons de nombreuses obligations et, en cas de conflit, la médiation d'un tribunal du travail. Les syndicats organisent des manifestations, appellent aux grèves, notamment pour le paiement du salaire minimum et du treizième mois, et appuient des procès intentés contre les violations du droit du travail²¹.

Confronté à cette nouvelle conjoncture, Bezerra essaie de s'y adapter. Du coup, il s'acquitte de quelques obligations imposées par la loi : il signe les cartes de travail de ses salariés et il leur paye le salaire minimum ; il accepte qu'un délégué syndical soit élu par ses hommes. Mais il est plutôt l'exception. Les autres patrons de Rio Formoso se refusent à payer les nouveaux salaires et se montrent hostiles aux leaders syndicaux. Des grèves éclatent partout dans les *engenhos* de Rio Formoso, sauf à Amaragi. Ce fut pour Bezerra le signe qu'il était reconnu comme un homme « bon » par ses salariés. Le 1^{er} avril 1964, les militaires prennent le pouvoir au Brésil, avec le soutien, parmi d'autres forces sociales, des élites sucrières. A Rio Formoso, le syndicat est saccagé et la répression contre les dirigeants syndicaux et les militants est sanglante : ceux qui n'ont pas réussi à s'échapper sont mis en prison et torturés, d'autres sont assassinés par les militaires après avoir été dénoncés par les patrons. La peur s'installe dans la commune. Quelques militants font appel à Bezerra pour qu'il les protège. Il leur fait voir le risque qu'il prend mais ne se refuse pas à les accueillir. La rumeur qu'il cache des

20. La méfiance des salariés fut observée par moi-même lors d'autres recherches au Pernambouc.

Voir L. Sigaud, *Os Clandestinos e os direitos*, São Paulo, Duas Cidades, 1979. Y font aussi référence quelques patrons qui ont écrit leurs mémoires. Cf. Julio Bello, *Memórias de um Senhor de Engenho*, São Paulo, José Olympio, 1948.

21. Sur le mouvement social qui a éclaté dans la région sucrière voir Aspásia Camargo, *Brésil Nord-Est : mouvements paysans et crise populiste*, Paris, thèse pour le doctorat de 3^e cycle, EHESS, 1973 ; Joseph Page, *The revolution that never was : Northeast Brazil 1955-1964*, New York, Grossman Publishers, 1972.

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud
*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

«subversifs», comme on nommait ceux qui avaient participé aux luttes sociales, arrive à la capitale, où s'est installé le QG de la répression. Les militaires interpellent Bezerra à plusieurs reprises. Accusé d'abriter plusieurs militants, il parvient à se laver de ces accusations: son passé de militaire et son statut d'ancien combattant l'ont certainement aidé à ce moment-là. Les militants qui se sont cachés chez Bezerra ont échappé à la répression. Il fut le seul patron de Rio Formoso à accueillir chez lui des salariés qui avaient été dénoncés par leurs patrons.

Bezerra n'est pas pour autant converti aux droits sociaux: il les voit, encore aujourd'hui, d'un mauvais œil. C'était plutôt pour préserver son statut, acquis grâce à un surinvestissement de son rôle de patron traditionnel, qu'il choisit la voie de l'alliance avec le syndicat. Lors du bouleversement des rapports de forces en 1964, Bezerra était déjà prisonnier de sa propre stratégie. Il était obligé d'accueillir les militants pour ne pas perdre la face. A travers ce geste il s'est constitué un capital de confiance auprès des dirigeants syndicaux. La solidarité dont il a fait preuve pendant la période de la répression est encore rappelée aujourd'hui et ils lui en sont reconnaissants. «A Amaragi les gens n'ont pas été battus. Ce fut le contraire: il y en a eu plusieurs qui se sont réfugiés chez Bezerra. Il y a été pour quelque chose quand même», disait le président du syndicat en 1995 dans son récit sur les événements de 1964.

Le démantèlement du monde dans lequel il avait fait son «nom» n'a pas conduit Bezerra à changer son comportement à l'égard de ses hommes dans les années qui ont suivi. N'ayant pas d'autres atouts que sa renommée d'homme «bon», il ne pouvait pas du jour au lendemain se dérober au rôle de donateur et de protecteur, comme l'ont fait de plus en plus les autres patrons qui possédaient un nom de famille et davantage de capital économique. Pris dans le piège du compromis établi avec les dirigeants syndicaux, il ne pouvait pas non plus ne pas se mettre en règle, au moins en ce qui concerne le respect de certaines obligations imposées par la législation du travail.

Comme son père, Roberto n'a pas d'autres atouts. Il n'a pas de diplôme; il n'a pas de maison en ville – ce qui est plutôt rare chez les grands propriétaires et les fermiers; tous ses biens se trouvent à Amaragi qui ne lui appartient même pas. Pour exploiter l'*engenho* avec peu

de capital économique, il est contraint de reproduire le capital de bonté qu'il a hérité de son père. C'est à travers la gestion de cette espèce de capital qu'il réactive les liens avec les gens de son *engenho* dont il dépend pour faire valoir la culture de la canne et le gîte. «Tout ce que j'ai se trouve ici», disait-il à plusieurs reprises en 1994 et 1995, «il faut que je traite bien les gens, que j'aie de la tendresse.» Sa conduite lors de la crise de la suspension de la paie s'inscrit dans cette logique de reproduction d'un capital de bonté: Roberto a cherché sans cesse à montrer aux hommes qu'il se souciait de leur sort, qu'il était disposé à les protéger²².

Roberto gère également le capital de confiance du vieux Bezerra. Par ses gestes de bonne volonté face aux initiatives du syndicat, il réactive la dette historique qu'ils ont à l'égard de son père; il s'assure notamment de leur tolérance en ce qui concerne la violation des droits sociaux, comme ce fut le cas au moment de la crise. C'est pourquoi les dirigeants syndicaux ne parlent pas de procès contre lui, comme ils l'ont fait à l'égard d'autres patrons de la commune qui avaient suspendu la paie. En outre ils disent: «il n'est pas un patron méchant, comme Untel».

Les contraintes de la dette

Dès l'arrivée de Bezerra à Amaragi, les salariés agricoles se sont habitués à recevoir des patrons des attentions et des cadeaux, et à leur demander des services, notamment l'arbitrage de leurs conflits interpersonnels. N'étant jamais en mesure de retourner aux patrons des prestations équivalentes, les gens de cet *engenho* ne peuvent que se sentir en dette envers eux. Ils reconnaissent cette dette lorsqu'ils les présentent comme des hommes «bons» à leur égard. Pour la rééquilibrer, ils adoptent des conduites qui témoignent de leur gratitude: ils sont loyaux envers les patrons. Ainsi, lors du procès intenté par l'usine, ils sont disposés à être témoins pour Roberto devant le tribunal.

C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre que les gens de cet *engenho* ne réclament pas leurs droits sociaux. Ils savent que Roberto a aussi des dettes à leur égard: lors de la crise ils se plaignent de la suspension de la paie ainsi que d'autres violations de leurs droits, notamment à propos des vacances. Mais aller en justice

22. Le cas de Bezerra et son fils semble entrer avec justesse dans l'analyse de Pierre Bourdieu sur la domination personnelle (Cf. *Le sens pratique*, Paris, les Éditions de Minuit, 1980). Il permet en outre de restituer les contraintes liées à l'exercice de la domination personnelle dans un contexte où ce mode de domination n'est plus hégémonique.

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud
*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

pour contraindre le patron à régler sa dette ce serait faire comme si leur dette n'existait pas²³. Tout se passe comme s'ils ne voulaient pas prendre le risque de rompre l'équilibre qui s'est historiquement établi entre eux et les patrons. Et ils ont un intérêt à le faire : la dette patronale est une garantie de la continuité des rapports, comme la dette à l'égard des patrons est pour ceux-ci une garantie de leur loyauté²⁴. Dans cette logique, la crise de la suspension de la paie était une situation de risque pour l'avenir des rapports sociaux. Les salariés agricoles, sensibles aux signes d'attention, reprochaient à Roberto de les avoir abandonnés, de ne s'intéresser qu'aux « Allemands », comme ils nomment les touristes, de ne pas être à la hauteur de son père. Mais ils craignaient aussi que l'usine ne reprenne ses terres et que Roberto finisse par s'en aller, comme d'autres patrons endettés de Rio Formoso. De son côté, Roberto savait ce que les hommes pensaient de lui et se sentait obligé de tout faire pour retrouver crédibilité à leurs yeux.

Puisque faire un procès était une question qui ne se posait même pas à Amaragi, les salariés ne se trouvaient pas confrontés à l'obligation d'en donner une explication. Il n'en va pas de même dans les situations de rupture. Ainsi, à São João, un autre *engenho* de Rio Formoso, le patron a suspendu la paie pendant quelques mois et a finalement abandonné la plantation. Libérés de la contrainte de la dette morale à son égard, les quarante salariés agricoles ont alors porté plainte pour des violations des droits sociaux qui remontaient à des années. Ils ont dit que, s'ils ne l'avaient pas fait auparavant, c'est parce qu'ils l'aimaient bien, qu'ils le respectaient, qu'ils auraient eu honte d'aller en justice. La qualification morale de la décision d'intenter ou non une action en justice ne renvoie plus à la peur et au courage mais à la honte et au respect.

En 1966, l'un des militants qui avaient été abrités par Bezerra lui avait fait un procès : la date coïncide avec la reprise des activités du syndicat. Le patron a perdu le procès et a dû régler ses dettes. Le jour même de la sentence du juge, il a demandé à l'administrateur de dire à cet homme qu'il ne voulait plus le voir, qu'il ne voulait plus qu'il le salue. Le lendemain, l'homme était devant sa porte : en larmes, il lui a demandé pardon et rendu l'argent. Bezerra lui a pardonné : ce salarié vivait encore à Amaragi en 1995 et le vieux patron le considérait comme un ami. Ce fait témoigne de la force des liens qui les rattachaient, de la

23. C'est la contrainte morale qui fonctionne ici comme un antidote à la tentation de faire appel au tribunal pour qu'il exerce sur le patron la contrainte juridique. Dans ce cas le patron, débiteur par rapport aux obligations juridiques, peut compter sur le fait qu'il est reconnu comme un créancier par rapport aux obligations morales. On voit ainsi dans la pratique toute la complexité des rapports entre dette morale et dette juridique. Cf., sur ce point, Philippe Robert, Francine Soubiran-Paillet, Michel van de Kerchore (dir.), *Normes, normes juridiques, normes pénales : pour une sociologie des frontières*, Paris, L'Harmattan, à paraître.

24. Les conduites des salariés et des patrons peuvent être interprétées comme des signes de leur intérêt à l'avenir de leurs rapports, comme celles qu'on a observées dans le cadre des relations entre salariés agricoles et dirigeants syndicaux.

charge émotionnelle qui entoure l'acte de réclamer les droits sociaux dans un contexte de dette morale.

Confrontés à des contraintes que les gens de Sauezinho ignorent, les salariés agricoles d'Amaragi ont d'autres stratégies pour s'assurer de leurs droits. Ils demandent aux dirigeants syndicaux de chercher un accord avec le patron. Ceux-ci croient néanmoins que c'est la peur qui empêche les salariés de porter plainte, alors que c'est la honte : ils traduisent ce sentiment de honte caractéristique de l'obligation de loyauté dans le langage du courage et de la peur caractéristique du contexte de la domination impersonnelle²⁵.

Il y a pourtant à Amaragi des gens qui se sont décidés à affronter les patrons sans être retenus par la honte : ils furent l'objet de punitions exemplaires. Ainsi, lors d'une réunion à l'*engenho* avec les dirigeants syndicaux et le patron, un salarié dit en public que dans la plantation il y avait tricherie sur les instruments de mesure utilisés pour définir les tâches agricoles journalières. Bezerra l'a mis à la porte le jour même en lui disant qu'il ne voulait pas avoir chez lui une personne qui l'accusait d'être un voleur. Et il a réglé toutes ses dettes concernant les droits sociaux pour mettre un point final à leurs rapports. Autre exemple, un homme de quarante ans n'a pas accepté le prix que Roberto voulait payer pour le travail qu'il avait fait. Il a porté plainte. Roberto lui a payé ce qu'il voulait mais lui a dit : « tu ne travailles plus pour moi ». Cette dureté à l'égard des salariés s'inscrit dans la même logique que celle des dirigeants syndicaux à l'égard de ceux qui ne portent pas plainte alors qu'ils le leur ont conseillé : il s'agit de punir ceux qui osent mettre en cause leur autorité²⁶.

La morale de l'économie

L'acte de réclamer ou non ses droits sociaux ne peut être compris que lorsqu'on l'examine dans le cadre des rapports d'interdépendance entre des individus replacés dans leurs positions sociales respectives. Ce sont des rapports d'échange qui ne se réalisent que sous la force de la contrainte qui pèse sur les individus pour qu'ils accomplissent leurs obligations. Le risque existe toujours que le flux des échanges se brise et seul l'intérêt que portent les individus à l'avenir de leurs rapports peut prévenir la rupture.

25. De son côté, l'avocat du syndicat traduit la peur dont parlent les dirigeants syndicaux dans le langage juridique : il s'agit pour lui d'un manque de conscience à l'égard des droits. L'avocat du syndicat, né en 1967, est originaire de familles de patrons en déclin de la région sucrière. Son père et son oncle maternel ont fait carrière comme avocats des salariés agricoles et ont joué un rôle important dans la mise en place de l'assistance juridique par les syndicats de la région des plantations.

26. Les conduites des patrons et des dirigeants syndicaux témoignent de toute la violence symbolique (cf. P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, op. cit., pp. 209-231) qui caractérise leurs rapports avec les salariés agricoles.

DOSSIER

Ethnographie économique

Lygia Sigaud
*Le courage, la peur, la honte.
Morale et économie
dans les plantations
du Nordeste brésilien*

Mais, et c'est le propre de ces rapports d'échange, les individus qui sont pris dans le jeu croient qu'ils y participent en pleine liberté, comme s'ils pouvaient se dérober à l'obligation de rendre les dons reçus. Les qualifications morales de l'acte de réclamer ou de ne pas réclamer permettent aux individus d'occulter eux-mêmes tout ce que cet acte doit à la contrainte. Il leur apparaît comme le produit de leur seule force morale. Grâce à l'association du recours à la justice avec le courage et du non recours à la justice avec la gratitude, les individus peuvent se mettre en valeur et rivaliser les uns avec les autres.

Ceux qui vont en justice semblent accumuler plus de bénéfices symboliques que ceux qui ne le font pas. Ainsi les plaignants sont fiers de leur courage alors que les autres le sont moins de leur gratitude. Cet écart met en lumière toute la légitimité accordée aux droits sociaux dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien. Elle serait impensable sans les investissements acharnés des dirigeants syndicaux dans le règlement juridique des conflits, sans leur travail pédagogique auprès des salariés pour leur apprendre leurs droits et les moyens de lutter pour les faire respecter.

L'acte de réclamer les droits sociaux a des effets importants sur la régulation des rapports sociaux dans les plantations. Grâce aux procès, les patrons ont progressivement commencé à orienter leurs conduites selon les normes imposées par le droit. Même là où il n'y a pas de procès, comme à Amaragi, la possibilité qu'il puisse y en avoir contraint les patrons à se mettre en règle en respectant les normes notamment juridiques qui concernent le montant des salaires : ils ont été contraints de les prendre en compte dans la gestion de leurs rapports avec les salariés. C'est ce dont témoignent les conduites patronales lors de la crise économique : les usines, comme Santo André, ont choisi de licencier les plaignants pour se débarrasser des faiseurs de troubles qui coûtaient cher, alors que Roberto Bezerra a tout fait pour contourner une situation qui aurait pu conduire devant les tribunaux. La qualification morale de l'action en justice ou de son évitement produit des effets sur les modes de gestion des conflits du travail : tantôt il s'agit de faire peur aux plaignants ; tantôt d'en faire des débiteurs pour les empêcher de passer à l'acte et de saisir la justice.